

Mission(s)	
ATHAND, DEM, HAND, LE, LP (L*+P1), SEI (*), TH, VIEL (*)	
Nos références	Date
190C241A (190-C-2024-002B)	12/05/2025

TULLE RESTRUCTURATION DE LA MAISON D_ARRET

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°5 hors mission TH



Envoi	DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST	<i>Maître d'ouvrage</i>	pierre.lesbats@justice.fr
Copie	Synopsys agence d'architecture - JULIAN Maxim Techniques&Chantiers - PACQUETET Alice MATH INGENIERIE - MINARD Arnaud MATH INGENIERIE CO. PILOT - LEGROS Julie	<i>Architecte</i> <i>Economiste</i> <i>BET Fluides</i> <i>BET Structure</i> <i>OPC</i>	m.julian@synopsysarchitecture.com a.pacquetet@techniquesetchantiers.fr minard@math-ingenierie.fr secretariat@math-ingenierie.fr julie.legros@copilot19.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Fabien SOUQUIERES - Le vérificateur des installations électriques, Thomas GIRARD

Le chargé d'affaire,
Fabien SOUQUIERES

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°4 du 25/02/2025
Motif : Mise à jour DCE de 25 avril 2025



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes
par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Démolition.....	9
VIII.2 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	11
VIII.3 - Solidité des existants.....	18
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - établissement pénitentiaire.....	20
VIII.5 - Réglementation Environnementale : RE2020.....	29
VIII.6 - Classement et référentiel.....	34
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (*).....	36
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	39

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°4 du 25/02/2025

Motif : Mise à jour DCE de 25 avril 2025

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°190-C-2024-002B et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- DEM - Mission relative à la stabilité et à la solidité des ouvrages avoisinants en phase de démolition d'ouvrages existants
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Fabien SOUQUIERES

Le vérificateur des installations électriques, Thomas GIRARD

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-UEST
188 RUE DE PESSAC
33000 BORDEAUX

Architecte

Synopsys agence d'architecture
36 Quai de Tounis
31000 TOULOUSE

Economiste

Techniques&Chantiers
86 avenue des minimes
TOULOUSE

BET Géotechnique
GINGER CEBTP LIMOGES
117 route de Nexon
87000 LIMOGES

BET Fluides
MATH INGENIERIE
10 Allée Jean Dubuffet
33130 Bègles

BET Structure
MATH INGENIERIE
10 Allée Jean Dubuffet
33130 Bègles

OPC
CO. PILOT
30 Bd Paul Painlevé
19100 BRIVE

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Extension de la maison d'arrêt de tulle et restructuration partielle dans le bâtiment existant

Adresse de l'opération :
TULLE
26 RUE SOUHAM
19000 TULLE

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

2 400 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00
Durée prévisionnelle des travaux : 25 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol - Date : Août 2022
G2 PRO et G2 AVP

- Plans architectes - Réception : 14/02/2025
Ensemble des plans d'architecte

- Descriptifs - Réception : 25/02/2025
CCTP lot 1 à 14

- Pré-étude structure - Réception : 29/10/2024

- Avis structurel - Date : Octobre 2022

- Plans fluides - Réception : 25/02/2025

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES BORDEAUX - SUD-OUEST

- * Nous transmettre les avis de la commission de sécurité et l'arrêté du permis de construire

Architecte - Synopsys agence d'architecture

- Absence du prolongement horizontal de la main courante en haut et en bas de l'escalier
- Espace de manoeuvre de porte à revoir entre la porte d'entrée et le bagage X

Economiste - Techniques&Chantiers

- Contraste des contremarches à confirmer
- Contraste des nez de marches à confirmer

BET Géotechnique - GINGER CEBTP LIMOGES

- * Nous préciser le principe de réalisation de la plateforme sous dallage car la réalisation d'essai à la plaque semble difficile à réaliser du fait de la complexité d'accès du site.
La mise en oeuvre d'un compactage par couche d'une faible épaisseur nous sera confirmée.

BET Fluides - MATH INGENIERIE

- * Nous confirmer la mise en oeuvre de clapets CF 1H au droit des traversées de plancher, non visible sur les plans.
- * Absence de cartouches CF 1/2H sur le réseau de ventilation au droit des locaux modifiés dans le bâtiment existant car VMC à fonctionnement non permanent. Localisation non décrite au CCTP et sur les plans.

BET Structure - MATH INGENIERIE

- * Ensemble éléments porteurs verticaux prévu REI 60. A confirmer sur les plans de structure

Lot 2 - Gros Oeuvre

- Le mode opératoire concernant les démolitions nous sera transmis pour limiter au maximum les impacts sur les bâtiments existants.

Lot 3 - Charpente métallique

- * La prise en compte des accumulations de neiges nous sera confirmé par les notes de calculs

Lot 4 - Etanchéité - Couverture

- * Pente de toiture de 1% prévu, disposition à modifier car non conforme au DTU 43.3.
- * Implantation des descentes EP à revoir car à l'opposé des noues. Leur nombre semble insuffisant vis à vis des risques d'accumulation d'eau.

Lot 5 - Menuiseries Extérieures Aluminium

- Nous confirmer la mise en oeuvre d'un repérage des vitrages

Lot 14 - Electricité CFO - CFA

- * En cours de chantier , nous fournir l'ensemble des schémas et la note de calcul correspondante , sur alimentation normale et l'alimentation secourue par groupe électrogène .
- * Absence d'un éclairage de sécurité dans les locaux de service électriques.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire
- Etude géotechnique

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Démolition
- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - établissement pénitentiaire
- Réglementation Environnementale : RE2020
- Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Démolition

- * Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.
- Norme homologuée NF P 03 - 100.
- Conditions générales d'intervention Filiance précisées en contrat

VIII.2 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Référentiel de calcul applicable	AF	EUROCODES DTU
	Vent	AF	Zone 1 Rugosité terrain catégorie IV
	Neige	AF	Région A2 Altitude : 272m
	Accumulations	AF	Les justifications concernant les accumulations nous seront transmises en phase exécution
	Protection contre les termites	AF	La structure du bâtiment ne comportant pas de bois, le traitement contre les termites prévu ne présente pas d'intérêt pour le projet.
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE		
	Moyens de l'étude géotechnique		
	Mission confiée au géotechnicien	AF	G2 AVP et G2 PRO
	Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire	AF	
	Contexte géotechnique		
	Stratigraphie générale	AF	Formation n° 1 : Formations superficielles constituées de terre végétale, dalle en béton, remblais, limon Formation n° 2 : Arène sableuse plus ou moins charpentée en blocs Formation n° 3 : Gneiss altéré Formation n° 4 : Gneiss La contrainte de sol dans la formation 3 est de 5 bars avec une côte hors gel de 65cm
	Hydrogéologie	SO	
	Retrait-gonflement des argiles sous fondations et dallage	SO	
	TERRASSEMENTS		
	Remblais techniques	AS	Nous préciser le principe de réalisation de la plateforme sous dallage car la réalisation d'essai à la plaque semble difficile à réaliser du fait de la complexité d'accès du site. La mise en oeuvre d'un compactage par couche d'une faible épaisseur nous sera confirmée.
	AMELIORATION-RENFORCEMENT DE SOL		
	DALLAGES		
	Principe constructif général	AF	
	Eléments constitutifs et assise du dallage	AF	Dallage armé décrit pour la cours intérieur.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Dallage conforme au DTU13.3 adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF	
	Dispositions particulières	AF	Les valeurs de plaques de la couche de forme nous seront transmis avant réalisation du dallage : - EV2>50Mpa - EV2/EV1<2
	FONDATIIONS		
	Principe constructif général		
	Eléments constitutifs du système de fondations	AF	Fondations superficielles
	Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges	AF	
	Dispositions particulières		
	Fondations superficielles ou semi profondes	AF	Fondations superficielles avec ancrage dans le bon sol avec une contrainte de 5 bars
	Radier		
	Couche de forme sous radier	AF	
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE		
	Principe constructif général	AF	
	Eléments constitutifs du gros œuvre	AF	Bâtiment en R+1 composé de voile en béton armé préfabriqué de type prémur
	Dispositions particulières		
	Pré-étude ou note d'hypothèse structure	AF	
	Eléments porteurs verticaux	AF	
	Murs et Voiles	AF	Voile BA et voile BA en console
	Eléments porteurs horizontaux	AF	Plancher en béton armé de 20cm d'épaisseur Plancher en bac collaborant dans l'existant
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE		
	Principe constructif général et stabilité		
	Eléments constitutifs de charpente	AF	Charpente métallique
	Mode constructif courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF	
	Dispositions particulières		
	Adaptation au milieu	AF	Protection contre la corrosion par galvanisation à chaud ou par peinture époxy
	Note d'hypothèses ou de calculs	AS	La prise en compte des accumulations de neiges nous sera confirmé par les notes de calculs
	Plans Structure	AF	En l'absence de note de calculs, nous ne sommes pas en mesure de valider les sections décrites dans le dossier (en attente de la phase Exécution). Toutefois, nous émettons un avis favorable sur les principes constructifs.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	INTERFACES STRUCTURALES Dispositions constructives générales Interfaces courantes charpentes / gros œuvre ou charpente métallique / charpente bois. Dispositions particulières Ancrages - Choix Préscllements / Chevilles / Tiges traversantes - Type de cheville	AF AF	Principe d'ancrage de la charpente par prescellement
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m) Principe constructif général Elément porteur adapté à la destination Pente minimale adaptée à la destination Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture Dispositions constructives particulières Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale (EEP)	AF AF AD AF AS	Charpente métallique avec bac acier support de l'étanchéité Pente de toiture de 1% prévu, disposition à modifier car non conforme au DTU 43.3. Implantation des descentes EP à revoir car à l'opposé des noues. Leur nombre semble insuffisant vis à vis des risques d'accumulation d'eau.
	FACADES ET PIGNONS BARDAGES, VETURES, VETAGE (avec lame d'air ventilée) Bardages rapportés simple peau métallique Principe constructif général Adéquation du choix du bardage avec la structure et l'exploitation Structure porteuse / support admissible Dispositions constructives particulières Nature des matériaux de bardage Structure secondaire support de bardage Bardages rapportés double peau Principe constructif général Adéquation du choix du bardage avec la structure et l'exploitation Structure porteuse / support admissible Dispositions constructives particulières Nature des matériaux de bardage	AF AF AF AF AF AF AF AF	Bardage métallique simple peau Ossature métallique sur mur en béton armé Bardage métallique double peau Structure métallique support du bardage

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Traitement des points singuliers	AF	
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE		
	MENUISERIES EXTERIEURES		
	Principe constructif général		
	Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement	AF	Menuiseries aluminium
	Remplissages	AF	Vitrage sécurité SP10 deux faces
	Dispositions constructives particulières		
	Dimensions des châssis	AF	
	Justification du vitrage	AF	
	GARDE-CORPS	AF	Garde-corps métalliques prévus conforme à la NFP 01-012
	Résistance des fixations	AF	Fixations inox prévues pour les gardes-corps
	Résistance de la structure	AF	
	- Garde-corps en métal	AF	
	Résistance du remplissage	AF	Barreaudage métallique
	MENUISERIES INTERIEURES		
	Blocs-portes	AF	Blocs portes intérieures métalliques Blocs portes intérieures bois à âme pleine
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES		
	Principe constructif général	AF	
	Etanchéité des locaux intérieurs	AF	Etanchéité sous carrelage dans les douches PMR prévu.
	Adaptation du support et du procédé	AF	Mise en oeuvre d'une chape sur les zones impactées par les salles de bain PMR. Création d'une réservation dans les planchers existants
	Dispositions constructives particulières		
	Protection d'étanchéité	AF	
	Points singuliers	AF	
	Douches à l'italienne	AF	Douche à l'italienne prévu dans le bâtiment existant. Absence de sous-couche acoustique.
	REVETEMENTS		
	REVETEMENTS DE SOL		
	Chapes	AF	
	Principe constructif général	AF	
	Constitution adaptée à l'usage	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Adaptation du support	AF	
	Carrelages	AF	
	Principe constructif général		
	Usage des locaux	AF	Carrelage U4P4 prévu
	Adaptation du support	AF	
	Mode de pose		
	- Pose collée	AF	
	Dispositions particulières		
	Type et âge du support	AF	
	Revêtement	AF	
	- Type et classement QB-UPEC	AF	
	- Dimensions	AF	
	Revêtements souples		
	Principe constructif général	AF	
	Revêtement adapté aux locaux	AF	
	Adaptation du support	AF	
	Dispositions particulières		
	Matériau de revêtement	AF	Sol PVC U4P3 pour les locaux administratifs au R+1
	Locaux à présence d'eau	SO	
	REVETEMENTS MURAUX		
	Faïences		
	Principe constructif général		
	Nature du revêtement	AF	SPEC mis en oeuvre dans les salles d'eau et locaux soumis à des projections d'eaux
	Revêtement adapté aux locaux	AF	
	Adaptation du support	AF	
	Dispositions particulières		
	Dimension des carreaux	AF	
	Produit de collage	AF	
	PARTITIONS		
	CLOISONS		
	Principe constructif général	AF	
	Adaptation à la destination des locaux	AF	
	Adaptation du support	AF	
	DOUBLAGES		
	Principe constructif général		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Adaptation à la destination des locaux	AF	Doublage par 2 plaques de plâtre BA13 ou une plaque BA13 très haute dureté Cette disposition est conforme au DTU 25.41, l'avis du maître d'ouvrage nous sera transmis.
	Adaptation du support	AF	
	PLAFONDS		
	Principe constructif général	AF	
	Comptabilité avec la destination des locaux	AF	
	Adaptation du support	AF	

VIII.3 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - établissement pénitentiaire

Mission HAND

relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction

Référentiel

o Code de la construction et de l'habitation - article R111-19-12

o Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Code de la construction et de l'habitation</p> <p>Livre I, Titre I, Chapitre I, Section III</p> <p>Sous-section 5 Dispositions applicables aux établissements existants recevant du public et aux installations existantes ouvertes au public</p> <p>Art. R-111-19-12 Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)</p> <p>Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées</p>		
Art. 1	<p>Domaine d'application</p> <p>Application aux d'établissements pénitentiaires existants Zones d'application de l'arrêté</p> <p>Zones hors champs d'application de l'arrêté</p>	<p>PM</p> <p>PM</p>	<p>Zones dans lesquelles circulent des personnels, des visiteurs et des personnes détenues à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire</p> <p>Zones contenant des locaux dédiés aux fonctions administratives soumis aux dispositions du code du travail et aux bâtiments de type ERP situés à l'extérieur de l'enceinte pénitentiaire</p>
Art. 2	Définitions des établissements pénitentiaires :	PM	Etablissements pénitentiaires = établissements affectés à l'exécution des peines tels que définis aux articles D. 70 à D. 72-1 du code de procédure pénale.
Art. 3	Définition des « personnel »	PM	Personnel pénitentiaire et les partenaires institutionnels.
Art. 4	Définition du « visiteurs »	PM	Personnes titulaires d'une autorisation de visite d'une personne détenue dans les conditions précisées par les articles D. 472, D. 473, D. 474 et D. 475 du code de procédure pénale.
Art. 5	Définition des « détenus »	PM	Personnes mentionnées à l'article D50 du code de procédure pénale
Art. 6	Demande de dérogations		
Art. 7	Mesures de substitutions Transfert de la personne détenue handicapée ou recevent la visite d'une personne handicapée	HM	
Art. 8	<p>Dispositions prises en application de l'article R.111-19-12 du CCH</p> <p>Solutions d'effet équivalent</p> <p>Les dispositions relatives aux espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manoeuvre de porte et l'espace d'usage devant les équipements ne s'appliquent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant ; - dès lors que l'accès au bâtiment ne permet pas à une personne en fauteuil roulant de le franchir. (largeur de trottoir < ou = 2,8 m, pente > ou = 5 % et H > 17 cm entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment) 	PM	Application des articles 9 à 20 ci-dessous

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 9	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs		
	- Un cheminement accessible doit permettre d'atteindre l'entrée ou une des entrées de l'établissement pénitentiaire depuis l'accès au domaine pénitentiaire	HM	
	- Continuité de la chaîne du déplacement avec l'extérieur du terrain	HM	
	- Lorsqu'il existe plusieurs cheminements, les cheminements accessibles sont signalés de manière adaptée	HM	
	- Lorsque le cheminement extérieur ne peut être rendu accessible, une place de stationnement adaptée telle que définie à l'article 10 est prévue à proximité d'une entrée accessible du bâtiment et se trouve reliée à celle-ci par un cheminement accessible	HM	
	1° -Repérage et guidage		
	- Signalisation adaptée dès l'entrée du domaine pénitentiaire, à proximité des places de stationnement et là où un choix d'itinéraire est donné	HM	
	- Contraste visuel et tactile pour le revêtement du cheminement, à défaut sur toute la longueur du cheminement repère continu tactile et visuellement contrasté	AF	Contraste visuel et tactile sur la rampe PMR
	- En extérieur, lors du remplacement du dispositif d'aide à la vigilance, il respecte les dispositions de l'annexe 7. Les spécifications de la norme NF P 98-351 sont réputées satisfaire à ces exigences.	AF	Bande podotactile sur l'escalier extérieur décrit au CCTP
	2° - Caractéristiques dimensionnelles :		
	a) Profil en long	AF	
	- Pente < ou = à 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)	SO	
	- Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5%	AF	
	- Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)	AF	
	- Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	SO	
	- Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	HM	
	b) Profil en travers		
	- Largeur minimale 1,20m	AF	
	- Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m	SO	
	- Dévers ≤ 3%	SO	
	c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant		
	- Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (Φ=1,50m) là où un choix de cheminement est donné ainsi que devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès	AF	
	- Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement ou aménagement le long du cheminement	AF	
	3°- Sécurité d'usage		
	- Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	
	- Trous et fentes de dimension inférieure à 2 cm	AF	
	- Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, éléments en saillie de plus de 15 cm : dispositif de détection et contraste, absence d'arrêt vive...).	AF	
	- Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	AF	
	- Repérage des vides accessibles sous escaliers : contraste visuel et rappel tactile au sol	SO	
	- Repérage des parois vitrées	SO	
	- Escalier de moins de 3 marches : respect du 1° de l'article 14 à l'exception de l'éclairage	SO	
	- Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule (BEV pour les piétons, marquage au sol et signalisation pour les automobilistes)	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 10	- Eclairage du cheminement selon l'art. 19 (20 lux)	AF	Marquage au sol prévu depuis la place de stationnement extérieure
	Dispositions relatives au stationnement automobile		
	1° - Nombre - 2% des places prévues	AF	
	2° - Repérage - Marquage au sol et signalisation verticale	AF	
	3° - Caractéristiques dimensionnelles - Espace horizontal au dévers près de 2% - Largeur 3,30m et longueur 5m	AF AF	
Art.11	4° - Atteinte et usage - Raccordement sur cheminement accessible permettant d'atteindre l'entrée de l'établissement pénitentiaire sans ressaut de plus de 2 cm. - Possibilité de quitter l'emplacement une fois le véhicule garé	AF AF	
	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation		
	- Niveau d'accès principal à l'établissement pénitentiaire accessible en continuité avec le cheminement extérieur.	AF	
	- Dispositif de contrôle d'accès ou dispositifs de signalement au personnel : repéré, atteint et utilisé par une personne handicapée	AF	
	- le mobilier, les bornes et les poteaux remplacés ou installés lors de travaux concernant un cheminement doivent respecter les dispositions de l'annexe 5	AF	
	1° - l'accès est horizontal et sans ressaut	AF	
	- Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, une rampe respectant les valeurs de pente indiquées au a du 2° du II de l'article 9 est aménagée afin de la franchir Cette rampe est par ordre de préférence : - permanente, intégrée à l'intérieur de l'établissement ou construite sur le cheminement extérieur ; - posée avec emprise sur le domaine public. L'espace d'emprise permet alors les manoeuvres d'accès d'une personne en fauteuil roulant ; - amovible, assortie d'un dispositif facilement repérable et manoeuvrable permettant à une personne handicapée de signaler sa présence au personnel de l'établissement. Ce dispositif de signalement est situé à une hauteur comprise entre 0,90 à 1,30 m. Il est situé à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.	HM	
	- La rampe présente les caractéristiques suivantes : - supporter une masse minimale de 300 kg ; - être suffisamment large pour accueillir une personne en fauteuil roulant ; - être non glissante, contrastée par rapport à son environnement et constituée de matériaux opaques ;	SO	
	2° - Repérage - Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes) - Le numéro ou la dénomination du bâtiment doit être situé à proximité immédiate de la porte d'entrée. - En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré par contraste visuel et tactile	AF SO AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	2° - Atteinte et usage		
	- Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	AF	
	- Dispositifs de déverrouillage électrique des portes utilisables avant refermeture et dispositifs présentant un contraste visuel et tactile	AF	
	- Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information	AF	
	- Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès	AF	
	- Si accueil sonorisé : boucle d'induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9	SO	
	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	- Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	
	- Accès à l'ensemble des locaux collectifs situés à un niveau nécessairement desservi par cheminement accessible	AF	
	1° - Caractéristiques dimensionnelles :	SO	
Art. 13	3°- Sécurité d'usage		
	- Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	
	- Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	SO	
	- Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m en partie courante et 2,00m en parc de stationnement, éléments en saillie de plus de 15 cm : contraste visuel et rappel au sol ...).)	AF	
	- Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	- Repérage des vides accessibles sous escaliers : contraste visuel et rappel tactile au sol	SO	
	- Repérage des parois vitrées	SO	
	- Escalier de moins de 3 marches : respect du 1° de l'article 14 à l'exception de l'éclairage	SO	
	- Eclairage du cheminement selon l'art. 19 (100 lux)	SO	
	Dispositions relatives aux locaux communs		
	- Les locaux communs sont accessibles	AF	
	- Les portes doivent avoir une largeur minimale de 0,90 m. La largeur de passage minimale lorsque le vantail est ouvert à 90° doit être de 0,83 m. Dans le cas de portes à plusieurs vantaux, le vantail couramment utilisé doit respecter cette exigence. Les équipements, les dispositifs de commande et de service des locaux communs doivent pouvoir être repérés, atteints et utilisés par les personnes handicapées	AF	
	- La disposition des équipements ne doit pas créer d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.	AF	
	1° Repérage :		
	- Ces équipements et dispositifs doivent être repérables grâce à un contraste visuel et à une signalétique permettant une compréhension aisée.	AF	
	- Les commandes d'éclairages doivent être visibles de jour comme de nuit.	AF	
	2° Atteinte et usage :		
	Ces équipements et dispositifs doivent être situés :	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 14	- à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;	AF	
	- à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m ;	AF	
	- au droit d'un espace d'usage dont les caractéristiques dimensionnelles sont définies à l'annexe 2.	AF	
	Au moins 1 % du nombre (arrondi au nombre entier supérieur) de chaque type de locaux à usage individuel, (par exemple parloirs côté personnes détenues et visiteurs, locaux de fouille des personnes détenues, boxes d'attente des locaux médicaux, etc.) doit être aménagé pour permettre l'accueil d'une personne handicapée.	AF	
	Dispositions relatives aux escaliers		
	- signalisation des escaliers si non visibles	SO	
	- Les escaliers doivent pouvoir être utilisés en sécurité par les personnes handicapées y compris lorsqu'une aide appropriée est nécessaire	AF	
	- La sécurité des personnes doit être assurée par des aménagements ou équipements facilitant notamment le repérage des obstacles et l'équilibre tout au long de l'escalier	AF	
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	- Largeur minimale entre mains courantes : 1,0m	AF	
Art.15	- Marches : hauteurs ≤ 17cm ; giron ≥ 28 cm	AF	Bande d'éveil décrite au CCTP pour l'escalier extérieur Contraste des contremarches à confirmer Contraste des nez de marches à confirmer Valeur d'éclairement à confirmer en phase exécution Absence du prolongement horizontal de la main courante en haut et en bas de l'escalier
	2° - Sécurité d'usage		
	- Bande d'Eveil à Vigilance : Signalisation de la 1ère marche en haut par contraste visuel et tactile	AF	
	- Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuel	AS	
	- Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif	AS	
	- Escalier éclairé selon art. 19 (150 lux)	AF	
	3° - Atteinte et usage		
	- Main courante de chaque côté : située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue (sauf escaliers tournants, discontinuité de 10cm tolérée), rigide, préhensible, contrastée	AS	
	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	- Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
Art.16	- Absence de gêne visuelle	AF	
	- Dans les espaces réservés à l'accueil et à l'attente des visiteurs dans la zone parloirs l'aire d'absorption équivalente doit représenter au moins 25% de la surface au sol.	AF	
	Dispositions relatives aux portes,		
	- Les portes situées dans ou donnant sur les parties communes doivent permettre le passage des personnes handicapées.	AF	
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	- Les portes principales desservant des locaux ou zones accessibles pouvant recevoir 100 personnes ou plus ont une largeur de passage utile minimale de 1,20 m. Si les portes sont composées de plusieurs vantaux, la largeur nominale minimale du vantail couramment utilisé est de 0,80 m, soit une largeur de passage utile de 0,77 m	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 17	<ul style="list-style-type: none"> - Un espace de manoeuvre de porte (conforme à l'annexe 2) est nécessaire devant chaque porte, à l'exception de celles ouvrant uniquement sur un escalier ou exclusivement manoeuvrées par les services pénitentiaires <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques dimensionnelles des sas conformes à l'annexe 2 	AS	Espace de manoeuvre de porte à revoir entre la porte d'entrée et le bagage X
		SO	
	2° - Atteinte et usage		
	<ul style="list-style-type: none"> - Les portes ou leur encadrement ainsi que leur poignée doivent présenter un contraste visuel par rapport à leur environnement. - Exigence de préhension et position des poignées de portes - Porte à ouverture automatique : Temps d'ouverture automatique adapté Détection des personnes de toute taille - Les personnes mises en difficulté par les dispositifs de sécurité doivent pouvoir se signaler aisément à l'accueil, repérer la porte adaptée et la franchir sans difficulté. 	AF	
		AF	
		SO	
		AF	
	3° - Sécurité d'usage		
	<ul style="list-style-type: none"> - Repérage des portes vitrées 	AS	
Art. 18	Dispositions relatives aux locaux communs		Nous confirmer la mise en oeuvre d'un repérage des vitrages
	<ul style="list-style-type: none"> - Largeur de la porte de 0,90 m (0,83 si ouvert à 90°) - Largeur du vantail principal de 0,90 m en cas de double vantaux - Equipements, dispositifs de commande et de service accessibles 	AF	
		SO	
		AF	
	1° - Repérage		
	<ul style="list-style-type: none"> - Equipements et dispositifs repérables par contraste visuel et signalétique permettant une compréhension aisée - Commandes d'éclairage visibles de jour comme de nuit 	AF	
		AF	
	2° - Atteinte et usage des équipements		
	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement et mobilier utilisable en position debout comme assise : Hauteur entre 0,90m et 1,30m Situés à plus de 0,40m d'un angle ou de tout obstacle hauteur maximale de 0,80 m et un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant, lorsqu'un élément de mobilier permet de lire un document, écrire, utiliser un clavier. 	AF	
Art. 18	Dispositions relatives aux sanitaires		Sanitaires PMR accessibles.
	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'au moins un cabinet d'aisance avec lavabo aménagé dans les zones accessibles aux visiteurs et aux détenus 	AF	
	<ul style="list-style-type: none"> - Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés 	SO	
	<ul style="list-style-type: none"> - Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main 	AF	
	<ul style="list-style-type: none"> - Les cabinets d'aisance accessibles peuvent être installés séparément des autres cabinets lorsqu'il n'est pas possible de les installer au même emplacement que les autres, à condition d'être signalés. 	SO	
	<ul style="list-style-type: none"> - Lorsqu'il existe des cabinets d'aisance séparés pour chaque sexe, l'aménagement d'un cabinet d'aisances accessible n'est pas exigé pour chaque sexe. Tout cabinet aménagé pour les personnes handicapées pouvant être utilisé par des personnes de chaque sexe est accessible directement depuis les circulations communes et signalé par des pictogrammes rappelant la possibilité de son utilisation par des personnes des deux sexes, handicapées ou non. 	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 19	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	- Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	AF	
	- Espace de manoeuvre ($\Phi= 1,50m$) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur	AF	
	2° - Atteinte et usage		
	- Dispositif de fermeture de porte	AF	Barre de tirage sur la porte des sanitaire PMR
	- Lave main à hauteur maximale 0,85 m	AF	Lavabo PMR faisant également office de lave-main. Hauteur sur plan de travail prévu à 85cm avec l'espace de 0.6x0.7x0.3
	- Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	Mise en oeuvre d'une cuvette rallongée du fait de la présence d'un bati support large.
	- Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AF	
	- Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AF	
	- Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	- Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
	Dispositions relatives à l'éclairage		
	- Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée		
	- Valeurs d'éclairement au sol minimales :	AF	
Art. 20	20 lux le long du parcours usuel du cheminement extérieur accessible	HM	
	100 lux le long du parcours usuel des circulations intérieures horizontales	AF	
	150 lux le long du parcours usuel de chaque escalier	AF	
	100 lux à l'intérieur des locaux collectifs	AF	
	20 lux le long du parcours usuel des circulations piétonnes des parcs de stationnement ;	HM	
Art 20	20 lux le long du parcours usuel des parcs de stationnement.	SO	
	Dispositions pour dispositifs interphonie en cellules		
	Dispositions supplémentaires relatives à l'adaptation des cellules		
	- Présence de cellules aménagées		
	- Cellules aménagées installées aux niveaux accessibles aux PMR	AF	
	1° Nombre		
	1 cellule aménagée pour les établissements qui comptent moins de 100 places 1 cellule aménagée supplémentaire par tranche ou fraction de 100 places au-delà de 100 places	AF	Présence de deux cellules aménagées
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	- Largeur de la porte d'entrée de 0,80 m (0,77 m de largeur de passage utile)	AF	
	- Largeur du vantail principal de 0,80 m en cas de double vantaux	SO	
	- Seuil inférieur ou égal à 2 cm	AF	
	2° Atteinte et usage		
	- Espace de manoeuvre de porte d'entrée à l'intérieur de la cellule (conforme à l'annexe 2)	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - Exigence de préhension et position des poignées de portes de cellule côté circulation - Exigence de préhension et position du verrou de confort s'il existe - Dispositifs de manoeuvre des fenêtres commandés de l'intérieur situés entre 0,90 et 1,30 m du sol, et manoeuvrable en position « assis » et « debout » - Présence d'un interrupteur d'éclairage en entrée de chaque zone (sanitaire, couchage, etc) entre 0,90 et 1,30 m du sol - hauteur des prises d'alimentation électrique inférieure ou égale à 1,30 m du sol - Possibilité de pénétrer dans tous les espaces de la cellule pour une personne en fauteuil roulant - Espaces libres dans la chambre hors débattement de porte et avec lit de dimensions pénitentiaires standard : 1 espace libre de F=1,50m, passage de 0,90m sur au moins un côté du lit. - Présence d'une salle d'eau avec espace libre d'au moins 1,50m de diamètre hors débattement de porte et équipements fixes incluant une douche accessible - Les équipements installés en hauteur, tels que les écrans de télévision, doivent être installés en dehors du cheminement, au fur et à mesure de leur renouvellement. 	AF SO HM AF AF AF AF AF AF	Non modifié dans le cadre des travaux
Art. 22	Aides techniques	HM	A respecter par l'administration pénitentiaire
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.5 - Réglementation Environnementale : RE2020

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission TH (Partie Énergétique), sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

RÉFÉRENTIEL:

- Articles R172-1 à R172-13 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages neufs ;
- Articles R173-1 à R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Arrêté du 4 août 2021 modifié relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R172-6 du Code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 6 avril 2022 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 122-22 à R. 122-25 et R. 172-1 à R. 172-9 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires ou de petite surface
- Décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine
- Décret n° 2022-305 du 1er mars 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments de bureaux et d'enseignement
- Décret n° 2022-1516 du 3 décembre 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires

§

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Réglementation Energétique et Environnementale (Partie Energétique)</p> <p>GENERALITES</p> <p>Art 1, 2 et 3 Article L712-3</p> <p>Domaine d'application et modalités d'application temporaire.</p> <p>Bâtiment situé dans une zone délimitée par le ou les périmètres de développement prioritaire (Réseaux de chaleur).</p> <p>EXIGENCES DE PERFORMANCE ENERGETIQUE</p> <p>Art 5</p> <p>Les bâtiments ou parties de bâtiments soumis au présent arrêté respectent les exigences définies à l'article R172-4 du Code de la construction et de l'habitation et déterminées selon les modalités précisées à l'annexe de ce même article et à l'article 8 du présent arrêté :</p> <p>Art 8</p> <p>Usage du bâtiment</p> <p>Donnée climatique</p> <p>Exposition au bruit</p> <p>Catégorie du bâtiment</p> <p>Besoin bioclimatique : $B_{bio} \leq B_{bio_max}$</p> <p>Consommation d'énergie primaire non renouvelable : $Cep_{nr} \leq Cep_{nr_max}$</p> <p>Consommation d'énergie primaire totale : $Cep \leq Cep_{max}$</p> <p>Degré-heure d'inconfort : Seuil DH</p> <p>Art 12</p> <p>Utilisation d'un logiciel approuvé</p> <p>Art 18</p> <p>Justification de l'application des exigences</p> <p>Art 13</p> <p>Caractéristiques géométrique du bâtiment :</p> <p>Vérifications des surfaces et linéaires</p> <p>Art 15</p> <p>Caractéristiques thermiques des composants du bâtiments :</p> <p>ENVELOPPES</p> <p>Parois verticales</p> <p>Planchers bas</p> <p>Planchers hauts</p> <p>Menuiseries vitrées</p> <p>Ponts thermiques</p> <p>L8</p> <p>L9</p> <p>L10</p> <p>Inertie</p> <p>EQUIPEMENTS</p> <p>Systèmes de chauffage</p> <p>Systèmes de refroidissement</p> <p>Systèmes d'eau chaude sanitaire</p> <p>Systèmes de ventilation</p> <p>Systèmes d'éclairage</p> <p>Système de production locale d'énergie</p> <p>Mobilité interne</p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 43	Application de Titre V		
Art 17.I	Perméabilité à l'air du bâtiment Justification de la perméabilité à l'air du bâtiment soit par mesure conformément à la norme NF EN ISO 9972 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air du bâtiment.		
Art 17.II	Perméabilité des réseaux aérauliques Justification de la perméabilité à l'air des réseaux aérauliques sur le respect du fascicule de documentation FD E51-767 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques.		
	CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYEN (PAR ELEMENT)		
Art 19	Maison individuelle : Perméabilité Q4pa-surf = 0,6m3/(h.m²) Habitation collective : Perméabilité Q4pa-surf = 1m3/(h.m²) Bureaux et enseignement ($S \leq 3000 \text{ m}^2$) : Perméabilité Q4pa-surf = 1,7 m3/(h.m²) Bureaux et enseignement ($S > 3000 \text{ m}^2$)		
Art 20	Bâtiment d'habitation : Protocole de vérification du système de ventilation		
	ISOLATION THERMIQUE		
Art 21	Parois entre partie de bâtiment à occupation continue et occupation discontinue : $U < 0,36 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$		
Art 22	Afin d'éviter tout risque de dégradation physique ou microbiologique des matériaux : Le bâtiment doit respecter l'une des exigences ci-dessous : I. Il présente, en conditions hivernales, une température de surface au nu intérieur et au droit du nu intérieur de l'isolant, en tout point de ces surfaces, supérieure à 15 °C. II. Il répond simultanément au deux points ci-dessous : Ratio ψ des ponts thermiques inférieurs à $0,33 \text{ W/m}^2 \cdot \text{Sref} \cdot \text{K}$ Planchers intermédiaires : Coefficient $\psi_9 < 0,6 \text{ W/ml} \cdot \text{K}$	SO	
	Accès à l'éclairage naturel (Bâtiment à usage d'habitation uniquement)		
Art 23	Afin d'assurer un éclairage naturel et une vue sur l'extérieur suffisants, les bâtiments à usage d'habitation respectent l'une des exigences spécifiées au I ou au II du présent article. I : Justification du niveau d'éclairement II : La surface totale des baies est supérieure ou égale à 1/6 de la SHAB	SO	
	Confort d'été		
Art 24	Locaux autres qu'à occupation passagère : Facteur solaire des baies \leq Facteur solaire de référence.		
Art 25	Locaux autres qu'à occupation passagère : Taux d'ouverture des baies 30% au moins et 10% pour les baies de grande hauteur ($h \geq 4 \text{ m}$)		
	Consommation d'énergie		
Art 26	Respect de la gestion des automatismes engendrant une augmentation des consommations énergétiques.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 27	Habitation : Excepté pour les maisons individuelles avec chauffage bois, les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou d'estimer la consommation d'énergie. Dans chaque habitation, cette information est délivrée selon la répartition suivante : - Chauffage - Refroidissement - Production d'ECS - Réseau prises électriques - Autres		
Art 28	Autre que d'habitation : Les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie selon la répartition suivante : - Chauffage par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Refroidissement par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Production d'ECS - Eclairage par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Réseau prises électriques par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Centrales de ventilation par centrale - Départ direct de plus de 80 Ampères		
	Chauffage et refroidissement		
Art 29	Chauffage : Chaque local doit être muni d'un dispositif d'arrêt manuel et de réglage automatique en fonction de la température de ce local.		
Art 30	Locaux à occupation discontinue : programmation 4 allures obligatoire. Ce dispositif ne peut être commun qu'à des locaux dont les horaires sont similaires et si la surface est < 5000m ² SURT.		
Art 31	Les réseaux collectifs de distribution à eau de chauffage et de refroidissement sont munis d'un organe d'équilibrage en pied de colonne et d'un dispositif permettant l'arrêt des pompes de circulation.		
Art 32	Refroidissement : Chaque local doit être muni d'un dispositif d'arrêt manuel et de réglage automatique en fonction de la température de ce local.		
Art 33	Dispositif de fermeture automatique sur les portes d'accès aux locaux refroidis.		
Art 34	Avant émission finale dans le local, l'air n'est pas chauffé puis refroidi, ou inversement.		
	Eclairage		
Art 35	Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les circulations et les parties communes par tranche de 100m ² et pour trois niveaux maximum pour les circulations verticales. Dispositif de mise en route automatique de l'éclairage interdit lorsque l'éclairage naturel est suffisant. Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les parcs de stationnement par tranche de 500m ² et par niveau.		
Art 36-37	Autre que habitation : Tout local doit être équipé d'un dispositif d'allumage et d'extinction de l'éclairage manuel, ou automatique en fonction de la présence.		
Art 38	Autre que habitation : dans un même local, les points éclairés artificiellement, qui sont placés à moins de 5 m d'une baie, sont commandés séparément des autres points d'éclairage dès que la puissance totale installée dans chacune de ces positions est supérieure à 200 W.		
	Ventilation		
Art 39	Autre que habitation : la ventilation des locaux ou groupes de locaux ayant des occupations ou des usages nettement différents est assurée par des systèmes indépendants.		
Art 40	Autre que habitation : tout dispositif de modification manuelle des débits d'air d'un local est temporisé.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 41 - Art 42	Modes d'application simplifiés en maison individuelle	SO	
	DISPOSITIONS DIVERSES		
Art 45	Lorsqu'un bâtiment ou une partie de bâtiment est livré sans système de chauffage, il est évalué avec un système de chauffage par défaut. Si aucun système de chauffage par défaut n'est prévu dans la méthode pour le bâtiment considéré, il peut ne respecter que les exigences de moyens définies au titre III.		
Art 46	I. Les exigences définies dans la RT2012 sont présumées respectées dès lors que les exigences de la RE2020 sont satisfaites. II. – Les exigences définies dans RT existante par Element ou la RT existante Globale sont présumées respectées dès lors que les exigences de la RE2020 sont satisfaites.		
Art 50-1	Exigences pour les constructions temporaire.		
Art 50-3	Exigences pour les constructions de petite surface et les extensions.		
Art 50-4	Exigences pour les pour les habitations légères de loisirs, au sens de l'article R. 111-37 du code de l'urbanisme, d'une surface inférieure à 50 m ²		

VIII.6 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Construction d'un bâtiment de 1 étage sur RDC en extension de la maison d'arrêt.
Structure en béton armé avec une charpente bois et une couverture en tuile.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : >36Kva
- Equipement d'alarme / SSI : SSI de catégorie A
- Moyens d'extinction fixes : Extincteurs
- Ventilation : Ventilation double flux
- Chauffage : Panneaux Rayonnants et radiateurs
- Stockage combustible : SO
- Désenfumage : Mécanique
- Cuisson : SO
- Ascenseur : Ascenseur 6 personnes

Date d'application du référentiel réglementaire : 16/07/2024

Classement :

Etablissement de 5ème pénitenciaire
--

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Le PV de communication ne nous a pas été communiqué

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 18/07/2006 portant approbation des dispositions particulières applicables au type PEN
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non communiqué

Autres prescriptions particulières :

Non communiqué

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - établissement pénitentiaire (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Arrêté du 18/07/2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle Titre I Définition et application des règles de sécurité Section I - Généralités		
Art 1er	Approbation des règles définies en annexe	PM	
Art 2	Domaine d'application des règles définies en annexe	AF	
Art 3	Définition des établissements pénitentiaires	PM	
	Titre II Délivrance des autorisations de construire, d'aménager ou de modifier un établissement pénitentiaire		
Art 4	Avis de la sous commission départementale	AS	Nous transmettre les avis de la commission de sécurité et l'arrêté du permis de construire
	Titre III Personnes responsables du respect des règles de sécurité		
Art 5	Conception, construction, rénovation, aménagement	AF	
Art 6	Exploitation	HM	A respecter en exploitation
Art 7	Plan d'intervention et registre de sécurité	HM	A respecter en exploitation
Art 8	Mesures d'urgence	HM	A respecter en exploitation
Art 9	Etablissement occupant plusieurs sites	HM	A respecter en exploitation
	Titre IV Contrôle du respect des règles de sécurité		
Art 10	Visites périodiques	HM	
	Titre V Dispositions diverses		
Art 11	Application	PM	
Art 12	Publication	PM	
	Annexe Règles de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements pénitentiaires Préambule	PM	En référence aux dispositions de l'article R143-17 du Code de la construction et de l'habitation
	Titre I Généralités		
Art 1er	Domaine d'application	AF	
Art 2	Classement des locaux	AF	Construction de locaux de type A.Modification de certains locaux dans les cellules existantes

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 3	Règles applicables	PM	
Art 4	Matériaux et éléments de construction	AF	Utilisation d'une isolation de type laine de roche ou laine de verre
Art 5	Voies d'accès	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
Art 6	Isolement entre bâtiments	AF	Isolement CF 2H prévu en façade du bâtiment existant. Locaux de type A donnant sur des locaux existants de type A
Art 7	Recoupement des vides	SO	Surface de comble inférieure à 300m ² et d'une longueur inférieure à 30 ml
Art 8	Dégagements	AF	
Art 9	Portes motorisées	SO	
Art 10	Escaliers d'intervention	SO	
Art 11	Signalisation des sorties	AF	
Art 12	Aménagements intérieurs	AF	
Art 13	Volumes libres intérieurs	SO	
Art 14	Secours électriques	AF	Un groupe électrogène est prévu.
Art 15	Installations de chauffage et eau chaude sanitaire	AF	Remplacement des chaudières existantes par des chaudières neuves. Puissances cumulées de 2 x 180kW Conduit de cheminée double parois extérieur au bâtiment Isolement CF 2H existant non modifié dans le cadre des travaux. La mise en oeuvre d'un raccord ZAG de DN300
Art 16	Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	AF	Réseau gaz non modifié dans le cadre des travaux. Seul le remplacement des chaudières nécessitera une modification du réseau. Nous transmettre le PV d'essai du réseau gaz en phase chantier
Art 17	Moyens de secours	PM	
Art 18	Système d'alarme	AF	
Art 19	Système d'alerte	AF	
Art 20	Ascenseurs	AF	Gainé ascenseur en béton armé EI60 avec porte palière EI30
Art 21	Conduits et gaines	PM	Définition
Art 22	Conformité aux normes – Essais de laboratoires	AF	
Art 23	Circulation des piétons	AF	
Art 24	Vérifications	PM	Bureau alpes Contrôles à la construction. A respecter en exploitation.
Titre II Dispositions particulières applicables aux locaux à usage d'hébergement, d'activité socioculturelles, de santé et d'accueil des visiteurs			
Art 25	Application	PM	Locaux du groupe A.
Art 26	Eléments porteurs verticaux	AS	Ensemble éléments porteurs verticaux prévu REI 60. A confirmer sur les plans de structure
Art 27	Planchers	AF	Mise en oeuvre de plancher REI 60 pour les planchers (décrit au CCTP)
Art 28	Parois	AF	
Art 29	Revêtements des façades	AF	
Art 30	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades autres que les façades d'escaliers	AF	
Art 30-1	- Façade comportant des ouvertures	AF	
Art 30-2	- Façade ne comportant pas d'ouverture	AF	
Art 31	Couvertures	AF	
Art 32	Moyens fixes de secours	SO	
Art 33	Enveloppe	AF	
Art 34	Réaction au feu des revêtements des locaux d'hébergement et particuliers	AF	
Art 35	Locaux particuliers	SO	Absence de locaux à risques particuliers dans l'extension
Art 36	Détection automatique d'incendie	HM	
Art 37	Recoupement vertical des bâtiments	AF	
Art 38	Escaliers	HM	
Art 39	Obligation d'escalier protégé	HM	
Art 40	Caractéristiques des escaliers protégés	HM	
Art 41	Escalier à l'air libre	SO	
Art 42	Escalier à l'abri des fumées	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 43	Escaliers des sous-sols	SO	<p>Nous confirmer la mise en oeuvre de clapets CF 1H au droit des traversées de plancher, non visible sur les plans.</p> <p>VMC double flux</p> <p>Absence de cartouches CF 1/2H sur le réseau de ventilation au droit des locaux modifiés dans le bâtiment existant car VMC à fonctionnement non permanent. Localisation non décrite au CCTP et sur les plans.</p>
Art 44	Marches, volées et paliers de l'escalier	HM	
Art 45	Revêtements de la cage d'escalier	AF	
Art 46	Circulations horizontales protégées	AF	
Art 47	Désenfumage		
Art 47	- Désenfumage naturel	SO	
Art 47	- Désenfumage mécanique	AF	
Art 48	Conduits et gaines traversant des murs ou des planchers	AS	
Art 49	Conduits et gaines mettant en communication des niveaux différents	AF	
Art 50	Conduits	AF	
Art 51	Gainés	AF	
Art 52	Conduits et gaines traversant des murs pour lesquels sont exigés des propriétés de résistance au feu	AF	
Art 53	Gainés et conduites montantes de gaz	SO	
Art 54	Caractéristiques des gainés et conduites montantes de gaz	SO	
Art 55	Parois et portes des gainés et conduites montantes de gaz	SO	
Art 56	Local technique pour gainés et conduites montantes de gaz	SO	
Art 57	Autres gainés Gainés pour colonnes montantes « électricité »	PM	
Art 58	Conduits et circuits de ventilation	AF	
Art 59	Règles générales applicables aux installations de ventilation mécanique contrôlée	AS	
Art 60	Règles particulières applicables aux installations de VMC équipées de bouches incombustibles	SO	
Art 61	Eclairage de sécurité	AF	
Art 62 - GC 22	Titre III Dispositions particulières applicables aux locaux du personnel et aux locaux dévolus à des activités de travail et de formation des détenus	HM	

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
CCH L134-12	Implantation et géométrie des garde- corps		
	Implantation		
	- Aux abords du bâtiment	AF	
	- En façade : allèges de baies, balcons, terrasses		
	- Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques	AF	
	- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012	Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012		
	- Hauteur de protection normale	AF	
	- Hauteur de protection réduite avec appui précaire	SO	
	- Eléments permettant l'agenouillement	SO	
	- Espacement entre éléments de remplissage	AF	Espacement de 11cm
NF E85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015		
	- Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm		
	- Hauteur de protection		
	- Lisse intermédiaire, plinthe		
	- Espace libre entre éléments de garde-corps.		Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes		
	- Façades : allèges et parois vitrées	AF	
	- Garde-corps	SO	
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt		
	- Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes	AF	
	- Visualisation	AF	
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	SO	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AF	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	SO	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	AF	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	Section 3 : Quais et rampes de déchargement		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues	SO	
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AS	En cours de chantier , nous fournir l'ensemble des schémas et la note de calcul correspondante , sur alimentation normale et l'alimentation secourue par groupe électrogène . Absence d'un éclairage de sécurité dans les locaux de service électriques. normes NFC 14 100 et NFC 15 100 prévues
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	PM	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	AS	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	
R4216-1 - R4216-34	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation	SO	
Arrêté du 23/06/19 78	Installations de Chauffage		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	AF	